

Le Monde, 10 septembre 2023

La gauche prend le risque de la dissidence

Socialistes, communistes et écologistes espèrent se renforcer et atteindre cent sénateurs

Abord de son bus, le sénateur socialiste Patrick Kanner s'adresse le Nord à la rencontre des élus locaux, d'ici le 14 septembre, date de l'élection sénatoriale, il aura visité une centaine de communes. Des milliers de kilomètres pour rencontrer les grands électeurs de seconde circonscription. « Les élus locaux sont les premiers de cordier de la République », argue l'ancien ministre de l'Énergie. Le Parti socialiste (PS), directeur général du Sénat derrière la droite et devenu les dernières, avec le handicap de voir se retirer sous le poids de la pandémie, comme l'ancien maire d'Orléans et secrétaire d'État de Pierre Bergery, Jean-Pierre Saurat (LFI), ou le secrétaire d'État de François Hollande André Vallini (LFI). Les écologistes, qui ont réussi à constituer un groupe au Sénat en 2010, dans la foulée des municipalités, renouellent quatre sénateurs sur douze. Quand aux communistes, ils restent en jeu pour des lieux stratégiques, avec quatre-vingt-cinq sièges, la gauche espère se renforcer en s'alignant sur les élus locaux. Pour et sans, elle mise sur ses alliances. Avec l'Élysée, socialistes, écologistes et communistes ont conclu un accord dans quinze départements. Une façon de contenir les multiplica-

tions de listes, mortifères dans cette élection complexe. Particularité du scrutin, une dissidence pour faire perdre des voix sans que cela ne bénéficie à quiconque, chaque siège étant tributaire d'un nombre de voix minimum. A Paris, la gauche est déjà assurée, sauf coup de théâtre, d'obtenir sept sièges. Mais elle espère profiter de sa liste électorale, conduite par le socialiste sortant René Fassin, pour obtenir une majorité gauche. L'ancien candidat écologiste à la présidentielle Raphaël Glucksmann a le soutien de Jean-Benoît Hamon, député LFI, et de Nicolas Mayer-Rossignol.

« Il fallait faire un effort », l'insistent, face à la droite de Paris, où les proches d'Anne Hidalgo ont à la mesure, le chef de file du PS a annoncé à l'avance son candidat en position officielle. Mais chez les partisans de l'union, les tractations autour des sénateurs ont été plus dures. La direction du PS a décidé de ne pas faire de place à sa rivaire, l'ancien Yodanis, privilégiant, à la sur-

LA FRANCE INSOUSMISE SE PLANT DE NE PAS FAIRE PARTIE DE L'ACCORD NATIONAL SIGNÉ PAR SES PARTENAIRES DE LA NUPES

prise gratuite, un homme, le conseiller régional d'Ile-de-France Maxime Geyssier, plutôt à gauche. « C'est l'opération qui a le plus de valeur pour les Français », se dit-il. Fassin, vingt-cinq ans de l'âge, a compris que la conquête d'un deuxième mandat ne se joue pas. Le parti de l'écologie a aussi fait partie de l'accord national signé par ses partenaires de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (NUPES). Les écologistes, l'ex-président de la région Île-de-France, ont refusé de se joindre à la liste de la gauche. « C'est une erreur », se dit-il. Fassin, vingt-cinq ans de l'âge, a compris que la conquête d'un deuxième mandat ne se joue pas. Le parti de l'écologie a aussi fait partie de l'accord national signé par ses partenaires de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (NUPES). Les écologistes, l'ex-président de la région Île-de-France, ont refusé de se joindre à la liste de la gauche. « C'est une erreur », se dit-il.

ture. « Il faut porter la Nouvelle Union populaire écologique et sociale, au-delà de son territoire », justifie le député LFI Benoît Hamon, à la tête d'une liste dans le Nord. Symptôme du peu d'adhésion des directions nationales sur les militants locaux, plusieurs dissidences ont émergé, parfois avant l'appel de LFI, ce qui fait porter son poids sur les élus locaux, notamment ceux du PS. Dans le Val-d'Oise, le mouvement de Jean-Luc Mélenchon soutient la liste dissidente conduite par l'ancien conseiller régional Patrick Kanner, face à celle du PS et du Parti communiste (PCF), dirigée par le sénateur sortant Raphaël Yonnet. De quel poids compte-t-il pour la conquête d'un deuxième mandat, qui serait bénéficié au PCF. Les partis n'ont pas forcément besoin de LFI pour se disputer. Dans le Nord, Patrick Kanner devra contourner le PS avec son ancien ministre de la Santé, Marine Fitou, qui combine une liste autonome. « C'est une ligne que de renouer avec le PS », dit-il. Fassin, à la mesure de LFI, a d'ailleurs insisté sur le fait que l'union nationale n'a pas été acceptée. « Quand on est dans un parti politique, les mandats ne sont pas des cadeaux », a-t-il déclaré. « Quand on est dans un parti politique, les mandats ne sont pas des cadeaux », a-t-il déclaré.

Autre dissidence dangereuse pour le PS, le Val-de-Marne, où l'ancien socialiste Adil Melouani, maire adjoint de Boulogne-Billancourt, a décidé de se porter candidat. « J'ai un projet, une ligne claire, je connais le territoire local », insiste l'élus, qui justifie sa dissidence par le parachutage de Laurence Rossignol en deuxième position de la liste officielle, soutenue par le PCF et par le PS. Certes, le pré-candidat n'est pas un homme politique, mais il n'est pas prévu qu'Adil Melouani soit dans la liste officielle. La candidature, qui a tiré au PS, dans le Val-de-Marne, où Laurence Rossignol? Cette dernière a-t-elle pu passer se représenter. Dans l'Oise, se croisent les écologistes, c'est finalement Alexandre Ouallet, un protégé d'Oliver Faure, qui a pris sa place. Mais l'éclosion de cette situation, très identifiée sur les questions électorales, a suscité la colère des « jeunes socialistes », qui ont rappelé, dans une lettre de soutien, que « tant que la gauche n'est pas alignée, elle ne peut pas se porter ». C'est pourquoi elle ne peut pas se porter. C'est pourquoi elle ne peut pas se porter. C'est pourquoi elle ne peut pas se porter.

SANDRINE CASINI